



Réponse à la question parlementaire n°2239 de Monsieur le Député Laurent MOSAR et de Monsieur le Député Gilles ROTH

La traite des êtres humains est considérée comme l'une des atteintes les plus insupportables aux droits de l'homme.

Le Luxembourg n'est pas à l'abri de ce phénomène et de ce fait, les autorités luxembourgeoises se sont dotées assez tôt de tout un arsenal afin de prévenir et combattre ce fléau moderne.

Il s'agit d'une approche multidisciplinaire tel que recommandée par les organisations internationales et régionales (UNO, EU, OSCE, CONSEIL DE L'EUROPE, BENELUX).

Des efforts considérables ont été entrepris les dernières années afin de mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec les instruments européens (Ratification Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains du 16 mai 2005 et transposition de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes).

La politique de lutte contre la traite des êtres humains passe par une approche horizontale et notamment par la mise en place d'un « comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains » institué par la **loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains**. Ce comité interministériel est chargé de la coordination des activités de prévention et de l'évaluation du phénomène de la traite et se réunit 3 à 4 par ans et en cas de nécessité spécifique.

Des sous-groupes ont également été créés afin de résoudre des questions spécifiques.

Le Comité interministériel est composé de représentants du Ministère de l'Egalité des chances, du Ministère ayant l'Enfance et la Jeunesse dans ses attributions, du Ministère de la Justice qui le préside, du Ministère de la Santé, du Ministère de la Sécurité Intérieure, du Ministère des Affaires Etrangères, Direction de l'Immigration, du Ministère du Travail et de l'Emploi, du Ministère des Classes moyennes, de l'Inspection du travail et des mines, de l'OLAI (Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration), de chaque Parquet, de la Police grand-ducale et de deux représentants des services d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains agréés.

Des représentants de la Commission Consultative des Droits de l'Homme, dans leur mission de rapporteur national, peuvent participer aux réunions du Comité.

Le Comité est en train de finaliser un plan d'action national de lutte contre la traite qui sera soumis au Conseil de Gouvernement au deuxième semestre 2016.

Pour le surplus, le Comité finalisera sous peu une feuille de route, constituant le mécanisme luxembourgeois d'identification et d'orientation des victimes qui devra servir à toutes les autorités

concernées de vademecum sur l'identification, l'orientation, l'assistance et prise en charge de la victime de la traite.

L'élaboration de ces deux documents a demandé une collaboration étroite de tous les membres du comité susvisé afin de pouvoir garantir que sa mise en pratique soit efficace.

En parallèle de ces travaux, le Luxembourg a assuré la Présidence du Conseil au deuxième semestre 2015 pendant laquelle fût organisé le « national rapporteur meeting » par la Commission européenne et ce avec la collaboration du rapporteur luxembourgeois.

Le Luxembourg a également participé à un autre projet d'envergure pendant sa Présidence alors qu'il a collaboré avec les Pays-Bas, la Slovaquie et le Malte dans l'organisation d'une conférence qui s'est tenue en janvier 2016 à Amsterdam ayant pour sujet la traite en matière d'exploitation de travail (projet « Teamwork ! »).

Le Luxembourg a par ailleurs accueilli des experts du GRETA (groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains) fin 2015 afin de discuter sur le rapport à dresser et constituant prise de position par rapport aux recommandations du GRETA à l'issu de la première évaluation.

Ce rapport a été communiqué début 2016 au Conseil de l'Europe et le Luxembourg fera l'objet d'une deuxième évaluation fin 2016/début 2017 et a dû déjà prendre position par écrit il y a quelques semaines seulement.

Fin 2012, les instances compétentes du Benelux ont lancé une coopération afin d'échanger les connaissances, les bonnes pratiques, les évolutions et les tendances dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains.

Un groupe de travail prépare la mise en place d'une série de mesures concrètes pour assurer une meilleure protection transnationale des victimes de la traite des êtres humains.

A titre d'exemple, les partenaires du Benelux ont élaboré une brochure décrivant les mécanismes nationaux d'orientation nationale des victimes et qui a été publiée fin 2015.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 le Luxembourg assure par ailleurs la Présidence du Benelux et le phénomène de la traite est le sujet phare de cette Présidence dans le domaine Justice et Affaires intérieures.

Deux journées d'échange seront organisées en septembre et octobre 2016 et une conférence est projetée pour le début décembre 2016 avec en parallèle le lancement d'une campagne de sensibilisation.

Ces journées ont pour but d'encourager les coopérations eurégionales entre les centres d'accueil des victimes et ce dans un souci de fournir la meilleure protection possible aux victimes.

S'agissant du cadre juridique national de la lutte contre la traite, l'incrimination de la traite a été introduite dans le code pénal, en son article 382-1, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par les lois du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et du 9 avril 2014.

D'autres dispositions légales et réglementaires, comme la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains, le règlement grand-ducal du 10 mars 2014 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains et le règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 déterminent les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite, la collaboration avec la police en la matière ou bien encore la création du Comité de suivi et de lutte contre la traite des êtres humains.

Les victimes de la traite des êtres humains, adultes et mineures, ont des droits, notamment celui d'être reconnues victimes, aidées, assistées et protégées, par le biais notamment :

1) De la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Cette loi définit l'assistance à laquelle ont droit les victimes et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations des services d'assistance aux victimes de la traite ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

2) Du règlement grand-ducal du 11 septembre 2014 portant 1. exécution de l'article 2, paragraphes (1) point a) et (2) et (4) de la loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains 2. modification du règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants

Le règlement permet aux gestionnaires qui désirent assister les victimes de la traite de demander un agrément.

En fonction du sexe, de l'âge respectivement de l'état physique et/ou psychique des victimes, les compétences ministérielles concernant l'agrément à octroyer en matière d'assistance aux victimes de la traite sont réparties entre **le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Egalité des chances.**

La coordination des services agréés pour la prise en charge des personnes en situation de détresse et par conséquent des victimes de la Traite est assurée par l'asbl Femmes en détresse et la Fondation Maison de la Porte Ouverte. Ces 2 associations sont membres du Comité de Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

En date du 29 juin 2016, les ministres de l'Egalité des chances et de la Justice, Mme Lydia Mutsch et M. Felix Braz, ont par ailleurs présenté la stratégie en matière d'encadrement de la prostitution au Luxembourg. Cette stratégie se compose d'une part d'un projet de loi, et d'autre part du premier Plan d'Action National (PAN) « Prostitution ».

Le PAN prévoit un renforcement du cadre législatif qui a été en partie proposé et discuté par la plateforme « Prostitution » et le comité de suivi « Traite » et qui nécessite des modifications du Code Pénal et du Code d'instruction criminelle.

Ces réflexions sont entérinées dans le projet de loi n° 7008 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et qui prévoit notamment l'institutionnalisation de la Plateforme « Prostitution » comme comité permanent et la création de synergies avec le comité de suivi « Traite », des mesures législatives préconisées par le Parquet Général et par la Police Grand-Ducale et le comité de suivi « Traite » et l'introduction de la pénalisation des clients s'il s'avère qu'il s'agit d'une personne mineure, d'une personne particulièrement vulnérable ou d'une victime d'exploitation sexuelle dans le cadre de l'exploitation de la prostitution, du proxénétisme ou de la traite des êtres humains à des fins sexuelles avec la possibilité de ne pas exercer l'action publique contre le client sous certaines conditions (témoignage du client).

Le droit des victimes sera par ailleurs renforcé en général par la transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité par le biais du projet de loi n°6758 sur les garanties procédurales.

Quant aux critiques émanant du rapport américain, il y a lieu d'analyser le rapport et les recommandations ensemble avec le comité de suivi avant de tirer des conséquences éventuelles.

Pour toutes ces raisons, je conteste le bienfondé de la rétrogradation qui a été décidée sans tenir compte des démarches en cours pour l'année 2016.
